

Une pensée pour le brigadier-chef Wilfried Pingaud, du 68e Régiment d'artillerie d'Afrique à La Valbonne, dont la cérémonie d'hommage se tiendra le jeudi 14 mars au matin.

Budget de la défense, plutôt « la Corrèze avant le Zambèze » ? Titre un peu provocateur mais pas vraiment. Je vais bien entendu m'en expliquer au préalable, en resituant cette phrase dans un contexte différent. Il s'agit en effet de mettre en perspective les coupes budgétaires extrêmes demandées au ministère de la défense et la mise en péril de l'indépendance de notre défense nationale.

Une défense nationale autonome en péril

Si je me réfère au site Secret-Défense, le budget annuel pour la défense passerait de 31,5 milliards d'euros à 28 milliards demandés par Bercy, soit 3,5 milliards d'euros en moins et n'oublions pas les budgets de la défense non exécutés depuis des années en raison de la rigueur imposée à tous. Chacun reconnaît l'effort nécessaire et les militaires autant que (presque) tous les autres à condition que les missions ne soient pas menacées, à moins qu'elles ne changent avec le Livre blanc. Cependant, dans l'atmosphère d'égalitarisme forcé en vigueur, ne faut-il pas mettre en exergue quelques éléments à travers cette préférence pour la Corrèze plutôt que pour le Zambèze ?

Je rappellerai en effet cette expression de [Raymond Cartier](#), journaliste à Paris Match, estimant qu'il valait mieux financer « *la Corrèze avant le Zambèze* » (vous pourriez me dire que cela était prémonitoire...). L'action des armées dont la vocation première est l'intervention est au cœur de ce débat. Quel est l'objectif politique sinon celui de réduire le poids de la dette mais faut-il le faire en réduisant un outil de défense déjà affaibli, qui fonctionne encore, qui recrute (premier recruteur de jeunes en France) et qui a permis à l'exécutif d'affirmer son pouvoir régalien soumis au doute jusqu'à l'intervention au Mali, en toute indépendance ?

Pour être éclairé, j'invite à lire le supplément « Eco et entreprises » du Monde du mardi 5 mars 2013 « *L'armée à la diète* » (on y est pourtant depuis longtemps et je ne vois plus beaucoup de gens enveloppés, y compris chez les colonels et les généraux) avec un grand article intitulé « *Un choc historique pour l'économie de la défense* » particulièrement intéressant et dramatique.

Seule remarque, une infographie restée fautive malgré mon signalement. En 2011, la France aurait consacré à la défense 62,5 milliards d'euros en se référant à des chiffres du Sipri en dollars (une « légère » différence) qui intègrent manifestement les pensions de retraite. En lisant ces chiffres, j'ai à la fois crû au Père Noël et à des ressources dissimulées (sans doute la gabegie dénoncée par le mouvement Marc Bloch). Je me suis repris. Ouf.

Plus sérieusement, cette infographie montre que, depuis dix ans, seuls la France, l'Allemagne et le Japon ont réduit leur effort de défense à la différence des autres pays cités : Etats-Unis, Russie, Royaume-Uni, Chine, Inde, Brésil et Arabie Saoudite.

En complément, il faut aussi lire l'article de Challenge du 7 mars « [Comment Bercy veut saigner l'armée à blanc](#) » ainsi que ce sondage réalisé du 12 au 14 février 2013 et son analyse publiés par [Acteurs publics](#). Je ne prendrai qu'un exemple : « 79% des sondés considèrent qu'il

est nécessaire de réviser la politique d'intervention extérieure de l'armée française et 64% souhaitent que l'on réduise les implantations hors territoire national et que l'on continue de fusionner les bases existantes ».

Une forte contradiction entre le soutien aux opérations au Mali mais aussi à leur conduite. Comment aurions-nous fait sans nos bases en Afrique ? Oserai-je écrire pour paraphraser que « les questions de défense sont une chose trop sérieuse pour les laisser aux mains d'un sondage » ? Pour nos citoyens, nous sommes bien dans l'esprit de la Corrèze plutôt que dans celui du Zambèze. La communication du ministère de la défense devrait s'activer car l'heure est grave.

Des pistes pour un effort budgétaire égalitaire

Avant de sacrifier le budget de la défense, je donnerai donc volontiers quelques pistes pour trouver des ressources financières, sans être un expert des idées évoquées ci-après.

Premier élément, l'aide au développement et je reviens à « La Corrèze avant le Zambèze ». Les dernières [statistiques de l'OCDE pour 2011](#) (chiffres consolidés) montrent que la France y consacrait 0,46% du PNB soit environ 10 milliards d'euros (Cf. aussi le [Ministère des affaires étrangères](#)). François Hollande déclarait le vendredi 1er mars 2013 aux Assises du développement et de la solidarité internationale qu'en raison de l'austérité budgétaire, son montant stagnerait à 9,35 milliards d'euros.

Plus de 9 milliards d'euros quand même, bien que l'aide au développement au Mali y soit incluse mais elle entre dans une stratégie française de sortie de crise après la fin des opérations militaires. Loin de toute idéologie, diminuons donc temporairement de 50% cette aide dont le retour sur investissement reste douteux (mais je peux me tromper). Plus de quatre milliards d'euros par an, ce n'est pas rien. Vous me direz que nous avons un engagement international, oui comme celui de réduire la dette et que nous avons renégocié.

Second élément, les aides augmentant dans notre société, si nous étions réellement dans une volonté de réduction de la dette, comment comprendre l'élargissement de droits sociaux dans cette période de crise à différentes situations ? Certes c'est une politique et je peux comprendre la solidarité mais peut-on se la permettre immédiatement, au-delà de la prise en compte de l'urgence, même pour un électorat, et ne peut-on pas attendre que le budget soit rééquilibré avant de dépenser ?

Je me référerai au seul exemple de la suppression dans la fonction publique de la journée de carence, source d'économie avérée. Si, fonctionnaire ou militaire, l'on revient pour une journée, le traitement ou la solde sont maintenus dans leur intégralité. Il serait intéressant de regrouper tous ces absents dans une seule structure pour se rendre compte de la réalité de ce phénomène, sachant qu'aujourd'hui le travail d'un absent ne peut plus être réellement assuré par le reste de l'équipe compte tenu d'effectifs de plus en plus restreints. Le coût de l'absentéisme serait évalué et cela éviterait de l'imputer par effet indirect aux différents budgets des ministères.

Et si, troisième point, on parlait des primes et des indemnités en se référant à la déclaration du

mouvement Marc Bloch concernant la gabegie du ministère de la défense. A quand un rapport officiel sur les primes des fonctionnaires et des militaires pour établir une certaine transparence ? C'est aussi cette question peu évoquée de l'attribution des différentes indemnités à nos élus locaux qui pourrait appeler une contribution particulière au titre de la solidarité. Cela n'aurait-il d'ailleurs pas un lien avec le débat sur le cumul des mandats ?

Ce ne sont que quelques pistes mais avant de vouloir sabrer un budget de la défense ou bien achever une communauté qui n'a pas les moyens légaux d'exprimer son mécontentement, étudions les autres sources possibles d'économie.

« **Nous, jeunes officiers du mouvement Marc Bloch** »

Enfin, ce débat financier me permet de réagir à cette [tribune](#) bien curieuse du mouvement Marc Bloch. Intitulée « *Nous, jeunes officiers du mouvement Marc Bloch* », elle a été publiée le 6 mars par francetv info. Plusieurs officiers de l'armée française, « *normalement soumis au devoir de réserve* » selon le média, critiquent les armées (J'aimerais préciser que le devoir de réserve n'existe plus dans le statut général des militaires depuis 2005. Il est simplement écrit dans l'article L4121 du code de la défense que les opinions ou croyances (...) sont libres. (...)) Elles ne peuvent cependant être exprimées qu'en dehors du service et avec la réserve exigée par l'état militaire (...)).

Donc une dizaine de jeunes lieutenants de l'armée française, issus de divers recrutements et appartenant à différents corps, anonymes, souhaitent interpeller sur « *l'état critique de l'armée française* » qu'ils ont intégrée il y a en moyenne trois ans (*ils sont manifestement plus au courant que nous, nous ne nous en étions pas aperçus*). Ils accusent notamment le lobby « *du complexe militaro-industriel* » d'être responsable de certaines des orientations budgétaires notamment en terme d'équipements.

Ils dénoncent enfin « *Des officiers supérieurs entretenus dans une inactivité de petits fours* » et ciblent les généraux maintenus en « 2e section » (si des lieutenants s'y intéressent déjà, cela devient inquiétant sur le sens qu'ils donnent à leur engagement. Il serait temps de rejoindre la vie civile !).

Pour une fois, je partagerai volontiers la position de [Diogène](#) sur Secret défiance qui me paraît bien informer sur la maison « défense ». Son analyse exprime son doute sur ce mouvement. Je vois mal aussi des jeunes officiers avoir le temps ou le goût de faire ce genre de contestation. S'ils en ont le temps, c'est qu'ils ne sont pas employés comme il le faut. Ensuite, certaines informations attribuées sont bien loin du niveau de connaissance de leur grade.

Quant à cette référence à [Marc Bloch](#), un patriote (non, ce n'est pas un « gros » mot), cela fait effectivement très « Surcouf ». Donc Surcouf ([un peu d'histoire](#)) pour l'ancien ministre de la défense Morin, le mouvement Marc Bloch pour le ministre de la défense Jean-Yves Le Drian. J'ai quand même le sentiment que cet article n'a pas eu beaucoup d'effets.

Pourquoi parlent-ils ? S'ils manquent à leur devoir de réserve, « *c'est parce que la hiérarchie n'a pas intérêt à dénoncer les abus dont elle bénéficie* ». Je serai heureux que mes jeunes camarades me précisent les abus dont je bénéficieras ou pourrais bénéficier. J'ai dû rater

quelque chose (bien que j'apprécie les petits fours et le champagne qui va avec) ! Le mouvement Marc Bloch réclame également la création d'une commission parlementaire indépendante afin de réfléchir à toutes les questions qu'il soulève et notamment la révision des primes et des indemnités des militaires (Voir mes propositions ci-avant).

Quant à la dénonciation du conservatisme des armées, je pense que ces officiers devraient la mettre en confrontation avec celui de notre société parfois bien gérontocratique. Quant à faire mieux de l'intérieur, j'espère surtout que ces jeunes officiers sont aussi exigeants avec eux-mêmes que ceux qu'ils dénoncent. Là nous pourrions effectivement faire des réformes de l'intérieur bien qu'au bout de 45 ans de réformes tous les cinq ans ou presque, n'avons-nous pas contribué aux réformes de l'intérieur ?

Sur le pyramidage des grades, comment faire un vrai parcours professionnel pour des cadres qui ont une carrière de quinze ans, et plus, avec des réformes changeant les règles en permanence de la gestion des personnels ? Mais il est vrai que « servir l'Etat n'est pas se soumettre », ce que font ces jeunes officiers s'ils existent, comme l'exprime un [article du Monde le 7 mars 2013](#) dans un contexte beaucoup plus grave mais l'avenir de notre sécurité ne l'est-il pas moins ?

Au bout de 38 ans de service, je n'ai connu que des réformes pour faire « plus » avec « moins ». Une seule chose dont je suis sûr : il y aura un seuil où la défense ne pourra plus être réduite. La France retarde simplement la faillite en grande partie par cette prise de gage sur la sécurité et donc sur la richesse future à préserver, ce qu'elle ne pourra plus faire. Qui peut croire que demain une sécurité au rabais assurera la préservation des biens et donc la richesse de tous ? L'insécurité non anticipée aura un coût mais c'est comme la retraite, c'est pour nos descendants.

Pour conclure, j'attire l'attention sur un article d'Etienne de Durand (Ifri), « [Ne réduisons pas le budget de la défense](#) » paru dans le Monde le 1^{er} mars dernier.